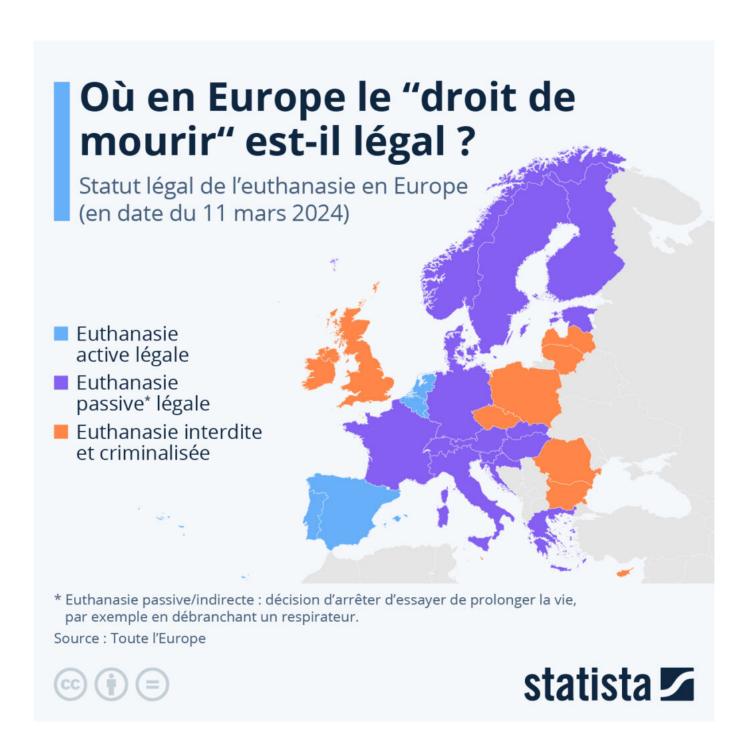


### Où en Europe le « droit de mourir » est-il légal ?







Au lendemain de l'interview du président de la République dans laquelle il l'évoquait, le Premier ministre, Gabriel Attal, a confirmé lundi 11 mars qu'un projet de loi pour une « aide à mourir » devrait être présenté en avril au Conseil des ministres, puis étudié à l'Assemblée à partir du 27 mai. Le texte prévoit d'offrir la possibilité « de demander une aide à mourir sous certaines conditions strictes » à certains patients atteints de maladies incurables, et, pour les patients dont la demande serait acceptée, ouvrirait la voie au suicide assisté ou possiblement à l'euthanasie.

Comme le monde notre carte, basée sur des données compilées par le site <u>Toute l'Europe</u>, seuls cinq pays européens ont pour le moment légalisé l'euthanasie active, c'est-à-dire le fait de donner intentionnellement la mort à un patient afin de mettre fin à ses souffrances : les Pays-Bas depuis 2001, la Belgique depuis 2002, le Luxembourg depuis 2009, l'Espagne depuis 2021, et le Portugal depuis 2023. L'euthanasie active se différencie du suicide assisté, qui consiste à se donner soi-même la mort avec l'aide d'autrui, par exemple un médecin qui prescrirait les drogues nécessaires. Elle est également différente de l'euthanasie passive, ou « laisser mourir », qui consiste à cesser d'essayer de prolonger la vie d'un patient incurable en refusant l'acharnement thérapeutique. Celle-ci est autorisée en France depuis le vote de la loi Leonetti en 2005, ainsi que dans de nombreux autres pays européens, comme le Danemark ou la Grèce. Certains pays qui reconnaissent le droit à l'euthanasie passive autorisent également le suicide assisté : c'est le cas, par exemple, de l'Allemagne et de l'Italie.

L'euthanasie reste cependant complètement illégale, et parfois sévèrement pénalisée, dans plusieurs pays d'Europe. En Bulgarie, par exemple, l'aide au suicide est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison ; à Malte, la peine peut aller jusqu'à douze ans. Au Royaume-Uni, l'euthanasie peut être considérée, selon les circonstances, comme un homicide volontaire ou un meurtre, et elle est passible de la prison à vie.

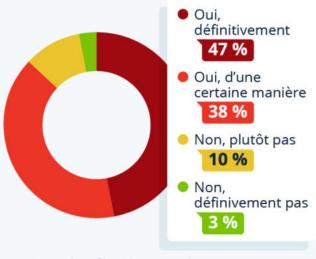
De Valentine Fourreau pour Statista

## La menace de la désinformation plane sur les élections en 2024



# La menace de la désinformation plane sur les élections

Ressenti de la population face à la désinformation et aux "fake news" en vue des élections prévues en 2024\*



Lors des élections, craignez-vous que la désinformation ait un impact sur la campagne et le vote d'une grande part d'électeurs ? Sur quels canaux d'information pensez-vous que la désinformation et les "fake news" sont les plus répandues ? (2 réponses possibles, top 4)

Réseaux sociaux

68 %

Applications de messagerie en ligne

38 %

Sites web ou applications mobiles de média

20 %

Télévision

19 %

\* Étude réalisée en septembre 2023 auprès de 8 000 adultes de 16 pays dans lesquels des élections étaient ou sont prévues en 2024 : 5 européens, 4 africains, 4 américains et 3 asiatiques.

Sources: Ipsos/Unesco







Après les États-Unis, qui ont décidé début février d'interdire les appels automatisés effectués avec des <u>programmes d'IA</u>, afin de lutter contre la recrudescence des arnaques à l'<u>approche des présidentielles</u>, c'est l'Europe qui va être concernée par l'arrivée d'une mesure visant à lutter contre l'impact de la désinformation et des <u>« fake news »</u> sur les processus électoraux.



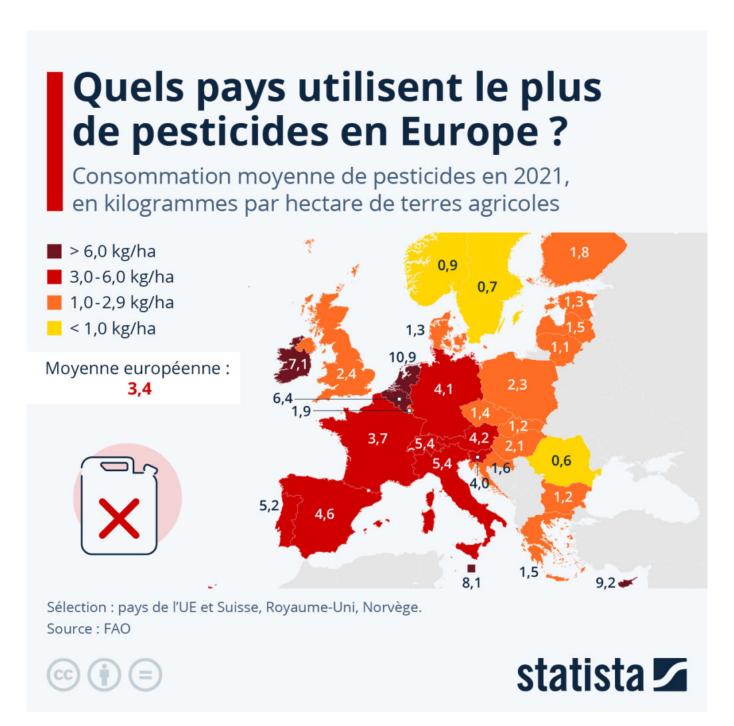
Il s'agit d'une initiative du <u>réseau social chinois TikTok</u>, rapportée par <u>BFM</u> le 15 février. La plateforme aux plus de 130 millions d'utilisateurs en Europe proposera en mars dans les 27 pays qui voteront lors des élections européennes prévues en juin un « centre d'information dédié aux élections afin que (les électeurs) puissent facilement distinguer les faits de la fiction ». Elle compte notamment à cette fin travailler avec les commissions électorales locales et les acteurs de la société civile.

Comme le montre notre infographie, présentant quelques chiffres clés de la dernière <u>étude Ipsos/Unesco</u> sur le sujet, environ 85 % de la population en âge de voter dans 16 pays où des élections sont prévues en 2024 est convaincue que la <u>désinformation</u> et les « fake news » auront un impact sur la campagne et le vote d'une grande part des électeurs cette année (dont 47 % un impact important). Les canaux d'information où les « fake news » sont les plus répandues d'après les répondants à l'enquête sont les <u>réseaux sociaux</u> (cités par 68 % d'entre eux) et les applications de messagerie en ligne comme <u>WhatsApp</u> et Telegram (38 %), loin devant les sites web d'information et la télévision (autour de 20 %).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

# Quels pays utilisent le plus de pesticides en Europe ?





Depuis 1990, l'<u>usage des pesticides au niveau mondial a quasiment doublé</u>. Si les ventes de <u>produits phytosanitaires</u> ont augmenté presque partout dans le monde, les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Amérique du Sud, en Océanie et en Afrique. Sur le continent européen, le volume utilisé de pesticides se situe à peu près au <u>même niveau qu'il y a trente ans</u> et peine toujours à diminuer de façon significative.



Question sensible du dossier agricole en France, le sujet de la réduction de l'usage des pesticides était jusque-là absent des mesures annoncées par le gouvernement pour apaiser la colère des <u>agriculteurs</u>. Mais le 1er février, sous la pression du premier syndicat agricole français, la FNSEA, le ministre de l'Agriculture a annoncé la suspension du plan Ecophyto, qui visait à réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici 2030 par rapport à la période 2015-2017. Lancé initialement en 2008, ce plan était jusqu'à présent considéré comme un échec. Officiellement, il n'est toutefois pas abandonné, mais mis en pause « le temps d'en retravailler un certain nombre d'aspects ».

En valeur absolue, la France fait partie des trois plus gros consommateurs européens de pesticides avec l'Espagne et l'Italie. Un chiffre corrélé à la taille de la surface agricole, l'Hexagone possédant la plus vaste de l'Union européenne devant l'Espagne. Si l'on regarde l'utilisation de pesticides ramenée à la surface cultivée, la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne. L'agriculture française a utilisé en moyenne 3,7 kilogrammes de pesticides par hectare de terres en 2021, selon les données les plus récentes de la FAO, soit un peu plus que la moyenne des trente pays européens étudiés cette année-là (3,4 kg par hectare). Comme le montre notre carte, les chiffres varient de plus de 10 kilogrammes par hectare aux Pays-Bas, à moins d'un kilogramme par hectare en Scandinavie et en Roumanie.

La nature et les quantités de pesticides utilisés sont très variables selon les types de culture, c'est pourquoi on observe de grandes différences entre les pays (et également entre les régions d'un même pays). Les territoires qui ont développé une agriculture très spécialisée, avec des cultures intensives gourmandes en pesticides, comme la pomme de terre, les arbres fruitiers et la <u>viticulture</u>, ont notamment tendance à afficher les valeurs les plus élevées.

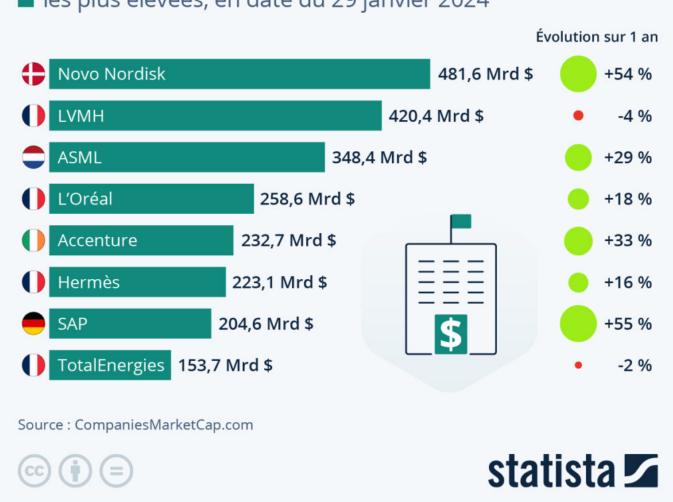
De Tristan Gaudiaut pour Statista

## Les entreprises européennes les mieux valorisées



### Les entreprises européennes les mieux valorisées

Sociétés de l'UE avec les capitalisations boursières les plus élevées, en date du 29 janvier 2024



En septembre dernier, l'entreprise pharmaceutique danoise Novo Nordisk a détrôné LVMH en tant que société cotée en bourse la mieux valorisée d'Europe, mettant fin au règne du groupe de luxe français qui durait depuis plus de deux ans. Alors que le cours de l'action LVMH a pâti ces derniers mois des inquiétudes liées aux perspectives économiques en Chine (la clientèle chinoise représentant près du tiers des achats mondiaux de luxe), Novo Nordisk surfe quant à lui sur une vague de demande pour ses



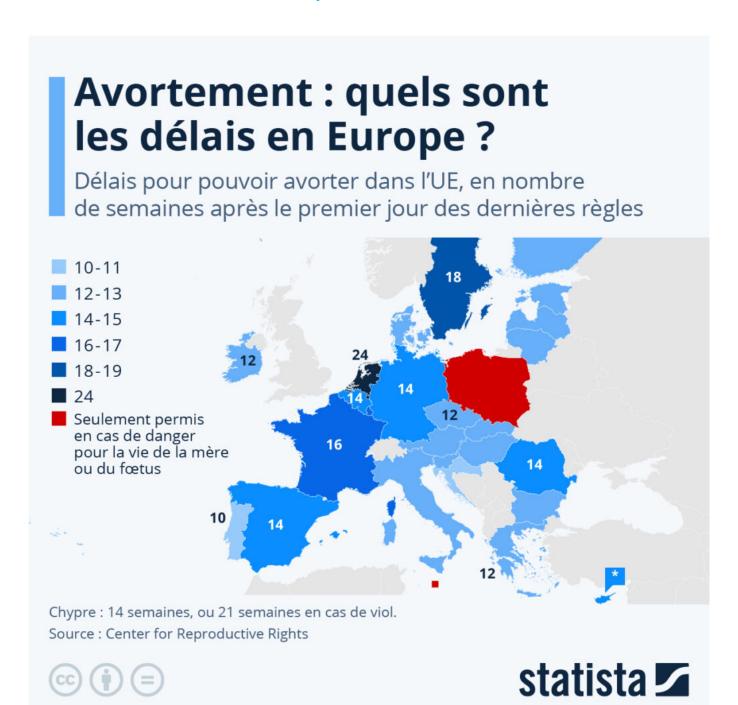
médicaments contre le <u>diabète</u> et le <u>surpoids</u>, Ozempic et Wegovy, qui a propulsé ses bénéfices et ses actions à des niveaux record.

Depuis que le laboratoire danois a annoncé en août 2023 qu'une vaste étude avait démontré que le Wegovy présentait également des avantages cardiovasculaires (en plus de son efficacité pour la perte de poids), le prix de ses actions a plus que doublé. Lundi 29 janvier 2024, la capitalisation boursière de Novo Nordisk s'élevait ainsi à 481,6 milliards de dollars, contre 420,4 milliards de dollars pour LVMH. Le top 5 des entreprises les mieux valorisées de l'UE est complété par le fleuron européen des <u>puces</u> <u>électroniques</u>, le néerlandais ASML, avec près de 350 milliards de dollars de capitalisation boursière à la même date, suivi du groupe français de <u>cosmétiques</u> L'Oréal (près de 259 milliards de dollars) et l'entreprise de conseil Accenture (près de 233 milliards).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

### Avortement : quels sont les délais en Europe ?





Malgré les propos du président du Sénat Gérard Larcher, qui a déclaré mardi 23 janvier qu'il ne souhaitait pas que le droit à l'IVG soit inscrit dans la Constitution, un premier pas pour la reconnaissance de ce droit a été franchi dans la nuit de mercredi à jeudi. L'Assemblée nationale a en effet largement approuvé le principe d'inscrire dans la Constitution la « liberté garantie à la femme d'avoir recours à une IVG ». Un vote solennel devrait avoir lieu mardi afin de confirmer l'adoption de cette mesure, avant



qu'elle ne soit débattue au Sénat.

Dans l'Union européenne, l'avortement est légal partout, sauf à Malte et en Pologne, où il n'est autorisé qu'en cas de danger pour la mère ou le fœtus. Cependant, comme le détaille notre infographie, basée sur des données du Center for Reproductive Rights, le délai durant lequel une femme peut avoir recours à l'IVG varie fortement entre les pays. En France, depuis 2022, l'avortement est autorisé jusqu'à 14 semaines de grossesse, ou 16 semaines après le premier jour des dernières règles, ce qui place la France dans la moyenne haute par rapport au reste de l'UE; le délai est le même au Luxembourg. Douze pays, dont la Finlande, le Danemark, ou encore l'Irlande, qui n'a légalisé l'avortement qu'en 2018 après des années de mobilisation d'associations féministes, fixent ce délai à 12 semaines après le premier jour des dernières règles (10 semaines de grossesse). L'Autriche et l'Italie placent quant à elles la limite à 90 jours après le premier jour des dernières règles, soit un peu plus de 12 semaines. Deux pays permettent aux femmes d'avoir recours à l'IVG dans des délais plus longs qu'en France : la Suède (18 semaines après le premier jour des dernières règles), et les Pays-Bas (24 semaines).

Alors qu'aux États-Unis, le droit à l'avortement a été remis en cause avec l'annulation de Roe v. Wade, le jugement historique qui l'avait légalisé dans tout le pays, une récente étude publiée dans le <u>Journal of the American Medical Association</u> a mis en lumière l'un des résultats de l'interdiction de l'avortement dans 14 états du pays : l'étude estime que 64 565 grossesses issues d'un viol ont été portées à terme dans ces états depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction.

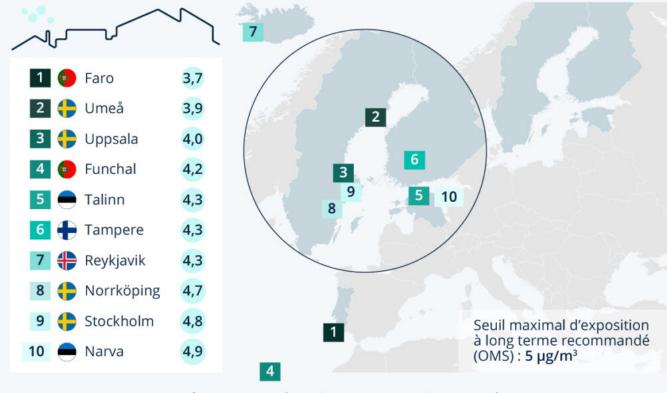
De Valentine Fourreau pour Statista

#### Les dix villes les moins polluées d'Europe



# Les villes les moins polluées d'Europe

Concentration moyenne de particules fines (PM2.5) en 2021 et 2022, en microgrammes par mètre cube d'air



Source: Agence européenne pour l'environnement via Toute l'Europe



Les particules fines PM2.5, particules dont la taille est inférieure à 2,5 micromètres, sont émises dans l'atmosphère lors de la <u>combustion de matières premières</u>, principalement pour le chauffage et le transport, ainsi que lors de l'utilisation de certains pesticides. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la pollution de l'air serait responsable de plus de quatre millions de décès chaque année, et une exposition prolongée aux particules fines pourrait causer ou aggraver de nombreux problèmes de





santé comme les troubles cardiovasculaires, l'obésité et le diabète. Depuis 2021, l'OMS recommande un niveau maximal de cinq microgrammes de PM2.5 par mètre cube d'air pour une exposition prolongée. En Europe, <u>presque toutes les villes</u> dépassent ce seuil.

Cependant, comme le montre notre infographie, basée sur des données de l'Agence européenne pour l'environnement compilées par le site <u>Toute l'Europe</u>, dix villes d'Europe se maintenaient en dessous du niveau de particules fines recommandé par l'OMS. En 2021-2022, la ville européenne la moins polluée de l'étude était Faro, au Portugal, où la concentration moyenne de PM2.5 dans l'air n'était que de 3,7  $\mu$ g/m3. Venaient ensuite deux villes suédoises, Umeå (3,9  $\mu$ g/m3) et Uppsala (4  $\mu$ g/m3). En France, aucune des villes analysées ne se situait en dessous du niveau fixé par l'OMS. Les villes françaises les moins polluées étaient Brest, avec une moyenne de 6,8  $\mu$ g/m3, et Saint-Brieuc (7,2  $\mu$ g/m3).

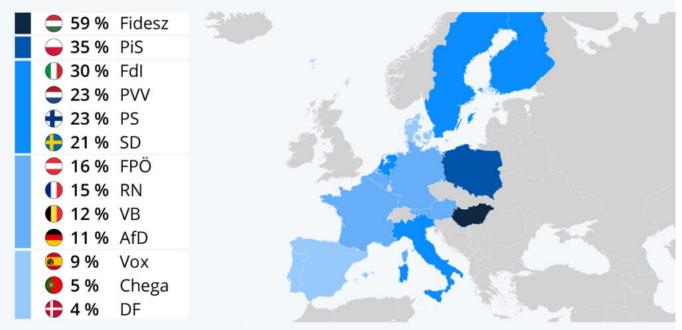
De Valentine Fourreau pour Statista

#### L'extrême droite gagne du terrain en Europe



### L'extrême droite gagne du terrain en Europe

Part des sièges occupés par le principal parti d'extrême droite\* au parlement national d'une sélection de pays de l'UE



En date du 23 novembre 2023. Projection préliminaire pour les Pays-Bas.

Sources: parlements respectifs, YouTrend, recherches Statista





Mercredi 22 novembre, le parti populiste d'extrême droite PVV (Parti de la Liberté), mené par son leader Geert Wilders, est arrivé largement en tête des élections législatives aux Pays-Bas. La formation islamophobe, qui a promis, entre autres, d'interdire les mosquées, et appelle à un gel de l'asile et à une politique d'immigration plus restrictive, obtiendrait entre 35 et 37 sièges de député sur les 150 que compte la Seconde Chambre néerlandaise ; il en détenait jusqu'alors seulement 16.

<sup>\*</sup> Partis s'appuyant sur un nationalisme et un conservatisme social très marqués. Certains partis font partie d'une coalition plus large.



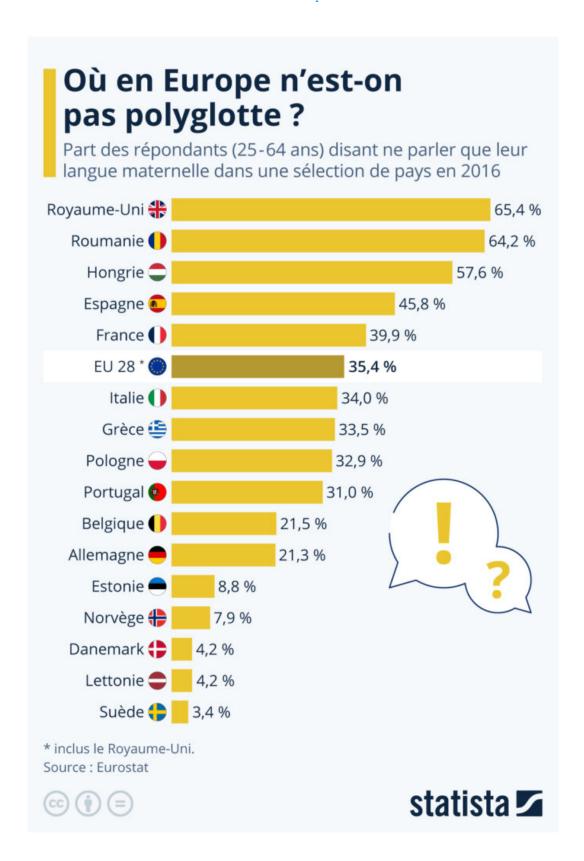
Notre carte propose un tour d'horizon du poids d'une sélection de partis classés à l'extrême droite de l'échiquier politique en Europe. Ces formations politiques présentent bien sûr des différences, mais peuvent être rapprochées sur le plan idéologique pour, entre autres, leur nationalisme et leur conservatisme social très marqués.

Dans l'<u>Union européenne</u>, plusieurs pays peuvent être considérés comme des laboratoires de la prise du pouvoir par l'extrême droite. En Pologne, le parti Droit et justice (PiS) est arrivé au pouvoir en 2015. Aux élections parlementaires de 2019, la coalition Droite unie, menée par le PiS, est parvenue à conserver la majorité des sièges à la Diète polonaise ; cependant, la coalition a perdu sa majorité lors des élections parlementaires d'octobre 2023. Elle reste malgré tout en tête, et le PiS détient actuellement 35 % des sièges à la Diète. En Hongrie, le Fidesz de Viktor Orbán est déjà au pouvoir depuis plus de dix ans et a remporté une victoire écrasante aux législatives de 2022. Il détient actuellement 59 % des sièges au parlement et forme une coalition gouvernementale avec le parti chrétien-démocrate NKDP. En Autriche, le FPÖ avait pris le pouvoir en 2017, mais après un fort recul aux élections de 2019, ce parti ne représente plus que 16 % de l'hémicycle (contre 28 % en 2017), soit une part similaire à celle obtenue par le <u>Rassemblement national</u> après son résultat historique aux législatives 2022 en France. En Belgique, le parti nationaliste flamand, Vlaams Belang, pèse actuellement 12 %, tandis qu'en Allemagne, l'AfD est descendu à 11 % après avoir perdu 11 sièges aux élections fédérales de 2021.

De Valentine Fourreau pour Statista

#### Où en Europe n'est-on pas polyglotte?









Nos voisins britanniques sont les plus nombreux d'Europe à ne pas parler une autre langue que leur langue maternelle. C'est ce que révèlent des données de l'institut statistique de l'Union européenne Eurostat, sur lesquelles se base notre infographie. En 2016, près de deux tiers des britanniques disaient ne pouvoir parler qu'une seule langue. En Roumanie et en Hongrie, plus de la moitié des personnes interrogées disaient également ne parler que leur langue maternelle.

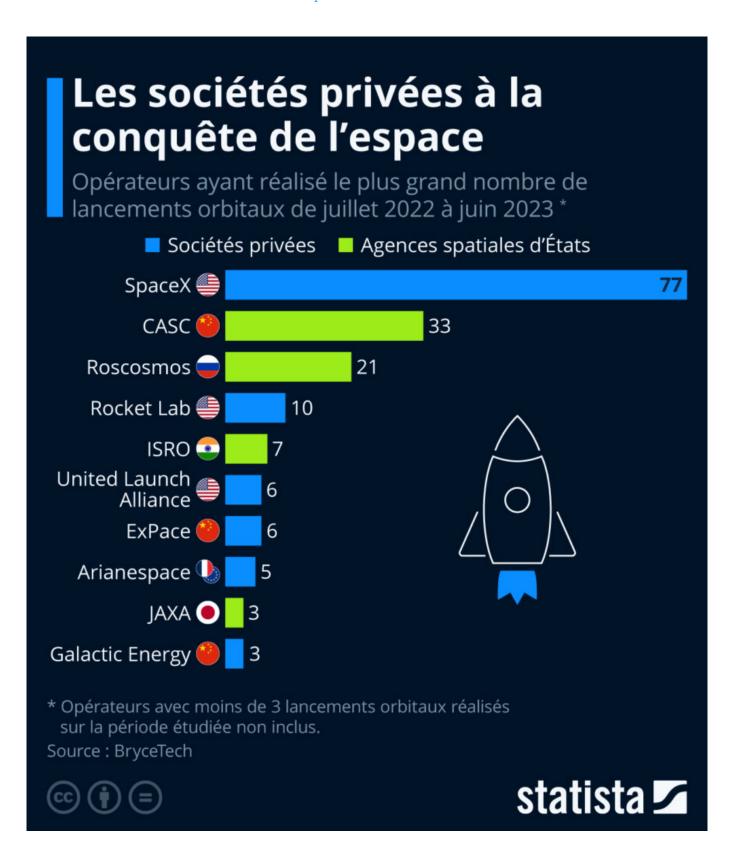
Si la France compte un plus grand nombre de personnes polyglottes – seulement 39,9 % de nos compatriotes interrogés disaient ne parler que leur langue maternelle en 2016 – le pays se classait tout de même au dessus de la moyenne européenne, qui se situait à 35,4 %. C'est en Europe du nord qu'on trouvait les nations avec les plus importantes proportions de personnes parlant plus d'une langue : la Suède, la Lettonie, le Danemark, la Norvège et l'Estonie comptaient tous moins de 10 % de personnes ne parlant que leur langue maternelle.

Valentine Fourreau pour Statista

#### Les sociétés privées à la conquête de l'espace

17 décembre 2025 |

Ecrit par le 17 décembre 2025







Quel est l'avenir spatial de l'Europe ? C'était l'une des questions centrales discutées au Sommet européen sur l'Espace, qui s'est tenu du 6 au 7 novembre 2023 à Séville, alors que les différents pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) restent divisés sur la stratégie à adopter pour relancer une filière à la peine face aux concurrents américains, chinois et indiens.

Comme le mettent en avant les données de Bryce Tech présentées dans notre graphique, la majorité des missions de lancement spatial sont aujourd'hui réalisées par des acteurs privés. Avec 77 envois en orbite terrestre réalisés au cours des quatre derniers trimestres étudiés (jusqu'à fin juin 2023), l'entreprise américaine SpaceX domine largement le marché.

Le deuxième opérateur privé le plus actif, l'entreprise américaine d'origine néo-zélandaise Rocket Lab, se situe assez loin derrière avec 10 missions de ce type recensées sur la période, suivis de United Launch Alliance (6 missions) et de la société chinoise ExPace (6 missions). La société européenne Arianespace affiche quant à elle 5 lancements orbitaux au compteur.

Reflet des ambitions spatiales de la Chine, l'agence spatiale du pays, la China Aerospace Science Corporation (CASC), a effectué 33 lancements orbitaux au cours des six premiers mois de l'année. L'agence russe, Roscosmos, affiche de son côté 21 lancements, et l'agence indienne, l'ISRO, 7 lancements.

De Tristan Gaudiaut pour Statista